

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EUROVIA (ISDI) Broué**

2 rue Notre Dame de la Ronde  
28100 Dreux

Références : 651/LSAEX/MOF/IC240284  
Code AIOT : 0010012651

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement EUROVIA (ISDI) Broué implanté Lieu-dit le Télégraphe 28410 Broué. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROVIA (ISDI) Broué
- Lieu-dit le Télégraphe 28410 Broué
- Code AIOT : 0010012651
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de stockage de déchets inertes est implantée sur la commune de BROUE au lieu-dit « Le Télégraphe », sur les terrains d'une ancienne exploitation de carrières de sables. La société EUROVIA CENTRE LOIRE est bénéficiaire d'un arrêté préfectoral d'enregistrement du 28 janvier 2018 pour une durée de 11 ans.

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	NC1 VI 20/07/2021	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 31	NC3 VI 20/07/2021	Demande d'action corrective	60 jours
5	Traçabilité des terres excavées	Code de l'environnement du 17/04/2024, article R541-43-1-I & II	-	Demande d'action corrective	60 jours
6	Registre d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	NC2* VI 20/07/2021	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Traçabilité des terres excavées	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	NC2* VI 20/07/2021	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
8	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	-	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	-	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. [...]

<p><b>Visite d'inspection du 20/07/2021</b></p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 20/07/2021:</u> Non-conformité NC1 : Le portail d'accès n'est pas fermé en l'absence d'une personne permettant la surveillance du site.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 20/10/2021:</u> "Une note de service a été rédigée et transmise à l'ensemble des chauffeurs de l'agence avec rappel de l'obligation de refermer le portail après déchargement." Documents joints : note aux chauffeurs et photo du cadenas mis en place.</p> <p><b><u>Visite d'inspection du 17/04/2024</u></b> Le cadenas et la chaîne sont bien présents sur site mais n'empêchent pas l'accès au site. Le cadenas est verrouillé. Cependant, la chaîne a mal été positionnée, n'empêchant pas l'ouverture du portail.</p> <p><b><u>Constat :</u></b> <b><u>L'accès au site n'est pas empêché aux personnes étrangères à l'établissement.</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 2 : Surveillance des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 31
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p>
<p><b>Visite d'inspection du 20/07/2021</b></p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 20/07/2021:</u> Lors de l'inspection réalisée de manière inopinée, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la réalisation de cette déclaration. La consultation des déclarations pour l'année 2020 par l'inspecteur des installations classées confirme l'absence de cette déclaration pour le site EUROVIA à Broué.</p> <p>Non-conformité NC3 : Pour l'année 2020, l'exploitant n'a pas déclaré ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 20/10/2021:</u> [...] Nous ferons une déclaration au premier trimestre 2022.</p> <p><b><u>Visite d'inspection du 17/04/2024</u></b></p> <p>La consultation des déclarations par l'inspection des installations classées confirme la présence de la déclaration pour le site EUROVIA à Broué en 2021. Cependant, aucune déclaration n'a été réalisée</p>

depuis.

**Constat :**

**L'exploitant n'a pas déclaré ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets pour l'année 2022 et 2023.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 3 : Émissions dans l'air**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25

**Thème(s) :** Autre, Retombées de poussières

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. [...]  
Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m<sup>2</sup>/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. [...]

**Visite d'inspection du 17/04/2024**Aucun envol de poussières n'a été constaté lors de la visite. En raison du caractère inopiné de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport annuel de mesures des retombées de poussières à l'inspection des installations classées.

L'exploitant a cependant transmis le 22 avril 2024 par mail le dernier rapport de mesures de retombées de poussières sur le site réalisé par SGS France EIHT, daté du 10 octobre 2023. Ce dernier conclue que les résultats des mesures de l'empoussièrement moyen brut du site sont conformes vis-à-vis du seuil de 200 mg/m<sup>2</sup>/jour défini dans l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'empoussièrement moyen brut de l'ISDI de Broué montrant une concentration moyenne de 76 mg/m<sup>2</sup>/jour.

**Constat : pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28

**Thème(s) :** Autre, Tri des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification.

<p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...]</p>
<p><b><u>Visite d'inspection du 17/04/2024</u></b></p> <p>La présence d'une benne de tri pour les déchets indésirables a été constatée sur le site. Celle-ci se situe à l'entrée du site, sur la droite et contient des déchets de métaux, plastiques et bois, ne présentant pas de risque d'envol.</p> <p><b><u>Constat : pas de non-respect constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Traçabilité des terres excavées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/04/2024, article R541-43-1-I &amp; II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registre chronologique de réception</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-[...] les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique [...] de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. [...] Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p>
<p><b><u>Visite d'inspection du 17/04/2024</u></b></p> <p>Étant donné le caractère inopiné de cette inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter, le jour de la visite, le registre chronologique de réception des terres excavées.</p> <p>L'exploitant a fourni ultérieurement à l'inspection des installations classées par mail le 22/04/2024 un extrait de son registre d'admission et de suivi pour les déchets entrants pour l'année 2024. Ce dernier consigne cinq admissions de déchets en 2024, dont le code déchet renseigné est 17 05 04. L'exploitant n'a pas transmis les données de ce registre par voie électronique au ministre chargé de l'environnement.</p> <p><b><u>Constat :</u></b></p> <p><b><u>- L'exploitant n'a pas transmis les données de son registre chronologique de réception des terres excavées au ministre chargé de l'environnement via le registre national des terres excavées et sédiments (RNDTS).</u></b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 6 : Registre d'admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre d'admission des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Visite d'inspection du 31/07/2018</b></p> <p><u>Constat de la visite du 31/07/2018 :</u></p> <p>Non-conformité : [...] Le registre ne comprend qu'une seule ligne par mois alors que plusieurs livraisons d'un même lot sont effectuées dans le mois. Les informations renseignées sont ainsi génériques. [...]</p> <p><b>Visite d'inspection du 20/07/2021</b></p> <p><u>Constat de la visite du 20/07/2021:</u></p> <p>Non-conformité NC2* : Le registre d'admission des déchets ne comporte pas toutes les informations requises (date de réception, [...]).</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 20/10/2021 :</u></p> <p>" Les informations requises ont été rajoutées dans le registre d'admission des déchets [...]. "</p> <p><b>Visite d'inspection du 17/04/2024:</b></p> <p>Le registre d'admission des déchets entrants pour l'année 2024 transmis par l'exploitant le 22 avril 2024 est incomplet : cinq admissions ont été réalisées le 22, 23 et 24 janvier 2024, dont trois d'entre elles présentent des quantités excessives de déchets - 678, 765 et 492 tonnes le 22, 23 et 24 janvier 2024 respectivement. L'exploitant ne consigne donc pas pour chaque chargement de déchets présenté les éléments visés par la réglementation en vigueur dans son registre d'admission.</p> <p><b>Constat :</b></p> <p><b><u>- L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un registre d'admission des déchets inertes consignait, pour chaque chargement de déchets présenté, les éléments visés par la réglementation en vigueur.</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registre chronologique de réception des terres excavées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de <b>terres excavées et sédiments entrants</b>. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;</li> <li>- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;</li> <li>- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;</li> <li>- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les</li> </ul>



parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Visite d'inspection du 31/07/2018**

##### Constat de la visite du 31/07/2018 :

Non-conformité : Le registre comprend les colonnes suivantes : code déchet, client, transporteur, tonnage, contrôle visuel, zone de stockage et refus. Le registre ne comprend qu'une seule ligne par mois alors que plusieurs livraisons d'un même lot sont effectuées dans le mois. Les informations renseignées sont ainsi génériques. Notamment, la zone de stockage est trop générique (4 zones de 30 x 30 m indiquées) ce qui ne fournit pas une précision suffisante.

Par ailleurs, le registre ne comprend pas :

- La date d'admission des déchets ;
- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- la désignation complète du détenteur des déchets (adresse notamment) ;
- la désignation complète du transporteur des déchets (adresse notamment) ;
- le code du traitement qui va être opéré [...].

#### **Visite d'inspection du 20/07/2021**

##### Constat de la visite du 20/07/2021:

Non-conformité NC2\* : Le registre d'admission des déchets ne comporte pas toutes les informations requises (date de réception, désignation complète des détenteurs et transporteurs des déchets).

Remarque n°2 : La référence topographique doit être précisée A3 ou A4 et non les deux. Le maillage étant de 30x30m, la référence "A3 A4" apparaît trop vaste pour assurer une bonne traçabilité des déchets.

##### Réponse de l'exploitant du 20/10/2021 :

Concernant NC2\* : Les informations requises ont été rajoutées dans le registre d'admission des déchets [...].

Concernant la remarque n°2 : [...] Le registre des admissions a été mis à jour en conséquence après la reprise des activités.

#### **Visite d'inspection du 17/04/2024**

Le registre d'admission et de suivi pour les déchets entrants en 2024 sur le site de Broué, fourni ultérieurement à l'inspection des installations classées par mail le 22/04/2024, est incomplet.

Celui-ci consigne cinq admissions pour l'année 2024 avec les renseignements suivants :

- Le code déchet : 17 05 04 "Terres et pierres";
- La date de réception des déchets;
- La date de délivrance de l'accusé d'acceptation des déchets;
- Le nom et adresse du producteur des déchets;
- Le nom du chantier d'origine des déchets;
- Le nom du transporteur;
- La quantité de déchets en tonnes;
- La zone de remblayage;
- La mention de conformité;

Cependant, l'inspection des installations classées note des incomplétudes concernant notamment :

- Le producteur initial des terres excavées;
- l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments;
- Le lieu de production des terres excavées;
- Le(s) transporteur(s);
- Le lieu de valorisation.

De plus, les admissions renseignées sur le registre sont uniquement pour les dates du 22/01, 23/01 et 24/01/2024. Or, l'inspection des installations classées, alors en visite sur la parcelle cadastrale ZD74 voisine au site Eurovia à Broué, a constaté la réalisation d'un apport de déchets le 09/01/2024 par camion.

L'inspection des installations classées note également des incohérences concernant :

- La date de réception : pour une des cinq admissions renseignées sur le registre, la date de réception est postérieure à la date de délivrance de l'accusé d'acceptation des déchets;

De plus, il est constaté que le document fourni est pré-rempli sur plus de 1400 autres lignes à la suite des cinq admissions susmentionnées, au niveau des colonnes suivantes :

- quantité des déchets : colonne pré-remplie avec des nombres aléatoires;
- Zone de remblayage déjà pré-remplie. De plus, la zone de stockage renseignée est à nouveau trop générique, deux références topographiques sont indiquées pour chaque ligne "C6 C7". L'exploitant n'a donc pas pris en compte les remarques précédentes de l'inspection des installations classées;
- Code déchet : Code déchet 17 05 04 pré-rempli pour toutes les lignes;
- Conformité : case "conforme" cochée pour toutes les lignes.

Ces observations mettent en doute la régularité et l'exactitude du registre transmis par l'exploitant.

**Constat :**

**- Le registre d'admission et de suivi pour les déchets entrants pour l'année 2024 fourni par l'exploitant est incomplet et incohérent.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées un registre des terres excavées complet et régulier.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 8 : Traçabilité des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Registre chronologique des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. [...]

**Visite d'inspection du 17/04/2024**

Le registre d'admission et de suivi pour les déchets entrants en 2024 sur le site de Broué, fourni ultérieurement à l'inspection des installations classées par mail le 22/04/2024, ne permet pas de statuer si les déchets reçus sur le site sont uniquement des terres excavées -dont font parties les "Terres et pierres" de code déchet 17 05 04- du fait des incohérences, incomplétudes et pré-remplissages notifiés dans ce registre par l'inspection.

De ce fait, compte tenu des éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, il n'est pas possible d'affirmer que l'exploitant n'est pas soumis à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

**Constat :**

**- Le registre d'admission et de suivi pour les déchets entrants en 2024 sur le site de Broué ne permet pas de statuer sur le type de déchets reçus sur le site.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs nécessaires qu'aucun déchet, autres que des terres excavées, n'a été admis sur le site de Broué.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 9 : Traçabilité des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Registre chronologique des déchets sortants

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Visite d'inspection du 17/04/2024**

Étant donné le caractère inopiné de cette inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter, le jour de la visite, le registre des déchets sortants.

En réponse à la demande de l'inspection des installations classées de transmettre un extrait du registre des déchets sortants de l'installation sur la période 2023-2024, l'exploitant affirme dans son mail du 22 avril 2024 que : "N'ayant aucun flux de déchets sortant, nous n'avons pas de registre à vous transmettre".

Or, lors de la visite du 17 avril 2024, l'inspection des installations classées a remarqué la présence d'une benne contenant des déchets indésirables, à évacuer du site.

Il est à noter que suite à la précédente visite d'inspection du 20 juillet 2021 l'exploitant avait fourni par courrier daté du 20 octobre 2021 son registre des déchets sortants pour les années 2020 et 2021.

#### **Constat :**

**- L'exploitant n'est pas en capacité de présenter le registre des déchets sortants pour l'année 2023 et 2024.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées le registre des déchets sortants pour les deux dernières années.

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours